

provinciales qui eurent lieu dans cinq États en 2009, 40 % des 629 sièges furent gagnés par des millionnaires (*crorepati*) – encore ces chiffres masquent-ils une forte sous-évaluation des patrimoines. 40 % des nouveaux élus à l'Assemblée de Delhi avaient un casier judiciaire chargé. Une pratique assez répandue est le changement de parti (*horse riding*), souvent contre avantages politiques ou matériels : une réserve de voix (*vote bank*) peut souvent s'acheter !

Si nombre de députés sont honnêtes et attachés à la chose publique, tous s'inscrivent dans l'espace local où se trouvent leurs électeurs. Dans une société où les relations verticales et le clientélisme sont importants, le député – en particulier le MLA – est un notable que le citoyen tente de rencontrer pour résoudre un problème ou obtenir une faveur. Un peu de cette fonction a disparu à partir de 1993, quand les lois de décentralisation ont créé un nouveau type d'élu local, dans les arrondissements urbains et les communes rurales. Mais les députés ont obtenu le lancement d'un plan, le *Local Area Development Scheme*, qui leur attribue des crédits (20 millions de roupies par MP) pouvant être distribués en toute liberté : voilà qui met à mal une partie de l'ambition de la décentralisation, briser les réseaux verticaux au profit d'une gestion plus participative.

Frédéric Landy

➔ *Assemblée législative, Assemblée nationale, corruption, décentralisation, parlementarisme*

Destin

En Inde, diverses notions de destin s'expriment en différentes formules : *kismet* (ourdou) en milieu musulman, « écriture [du destin par Dieu] sur le front » au pays tamoul, etc. Mais celle qui a le plus retenu l'attention est sans conteste celle de *karma* (« acte »). Dans sa version la plus répandue, liée à la notion de réincarnation, il s'agit d'une « rétribution des actions » qui fait que les caractéristiques de tout être vivant – sa forme humaine ou animale, son statut, son caractère, les événements

heureux ou malheureux de sa vie, et même sa mort – sont les conséquences d'actes commis dans des vies antérieures. Une conséquence est de naître dans une caste, chacune caractérisée par des prescriptions spécifiques de comportement dont le respect, par toutes les castes, constitue la « loi » du monde (*dharma*). C'est donc une théorie sur la société, surtout formulée par les gens de haut statut afin de légitimer les différences de caste. Cette version doctrinale du *karma* a fait que l'Inde a été souvent décrite comme fataliste. Il ne faut cependant pas confondre la théorie des textes ou des discours avec les comportements réels des gens, lesquels sont généralement loin d'être résignés.

La notion de destin n'est qu'une explication possible parmi d'autres (sorcellerie, planètes, mais aussi, aujourd'hui, virus ou infections), utilisées parfois de façon simultanée ou contradictoire, le choix dépendant du contexte d'utilisation ou du niveau d'explication. Les individus peuvent d'ailleurs n'avoir recours à l'idée de destin qu'en dernière instance, lorsque toutes les tentatives pour éliminer les autres causes ont échoué. Elle n'est que rarement utilisée par les officiants lors des consultations et, lorsque c'est le cas, elle est considérée comme une absence de vraie explication par celui qui consulte, qui ira alors voir un autre spécialiste.

Un autre usage de la notion de *karma* est aujourd'hui en vogue dans le monde du business, sous le nom de *karma capitalism*. Ici, l'idée d'action désintéressée (*karma yoga*), destinée selon les textes classiques à éviter une réincarnation défavorable, est enseignée dans les écoles de management, indiennes et américaines, et proposée comme modèle alternatif pour un capitalisme plus éthique.

Daniela Berti

➔ *divination, hindouisme, responsabilité sociale des entreprises*

Dette

La dette et l'endettement sont au cœur du fonctionnement économique, social et politique de la société indienne. La propension

à s'endetter et la diversité des formes d'endettement ont toujours été et restent considérables, avec néanmoins des variations régionales et sociales : c'est en zone rurale, dans les États du Sud et pour les populations pauvres que le poids de l'endettement (comparé aux revenus et au patrimoine) est le plus prononcé.

L'ambiguïté et l'ambivalence de la dette – « lien de vie ou nœud mortel », pour reprendre l'expression de Charles Malamoud – méritent d'être soulignés. La dette peut être synonyme de solidarité et d'entraide. Dans un pays où moins de 10 % de la population bénéficie d'une couverture sociale institutionnalisée, l'endettement reste le principal mode de protection contre les aléas de la vie quotidienne et le principal mode de financement des grandes étapes du cycle de vie (naissance, mariage, vieillesse, décès). Simultanément, la dette demeure constitutive des modes d'exploitation de la société indienne. La servitude pour dette, par exemple, reste d'une actualité surprenante malgré différentes mesures législatives d'abolition (*Bonded Labour Act* de 1976, amendé en 1985). Si les formes dites « traditionnelles » ont tendance à disparaître (servitude de type agricole, répondant à des motivations à la fois économiques et politiques), des formes de néo-servitude émergent dans de nombreux secteurs d'activité. Cette exploitation, davantage motivée par des facteurs économiques (compresser les coûts du travail) s'avère parfaitement compatible avec la modernisation des processus de production, tout en perpétuant des formes anciennes de discrimination puisqu'elle concerne en premier lieu les familles appartenant aux *scheduled castes* et *scheduled tribes*.

Pour de nombreux groupes sociaux, ne pas être endetté est difficilement pensable, mais ne pas honorer ses dettes l'est encore moins. On compte ainsi de nombreux suicides liés à des problèmes de surendettement. C'est particulièrement le cas chez les petits paysans, en raison de l'accroissement considérable du coût des intrants ces dernières années (notamment en Andhra Pradesh, Karnataka, Maharashtra, et Punjab). Le financement des cérémonies fami-

liales (en particulier la dot), de la santé et de l'éducation participe également aux problèmes de surendettement. Aujourd'hui, face au développement rapide du crédit à la consommation pour les classes dites « moyennes », l'émergence de formes urbaines de surendettement n'est pas à exclure.

L'endettement des ménages reste en partie de nature informelle. D'après les statistiques officielles, le crédit non institutionnel représente en moyenne 43 % de l'endettement global, avec de fortes variations régionales (19 % au Kerala contre 63 % en Andhra Pradesh) et sociales : chez les plus pauvres, l'endettement est principalement de nature informelle (95 % d'après des enquêtes menées en Inde du Sud). Le statut et le degré de professionnalisation des prêteurs sont très variables. Certains sont prêteurs de naissance (du fait de castes spécialisées) mais beaucoup le deviennent. Certains en font leur profession (prêteurs ambulants, prêteurs sur gage), d'autres ne prêtent que de manière occasionnelle, que ce soit pour rendre service, maintenir le lien ou élargir leur surface sociale, ou tout simplement compléter leurs revenus. En milieu rural par exemple, propriétaires terriens, fonctionnaires, migrants ayant réussi à accumuler un peu d'épargne, font souvent du prêt une activité secondaire. Les garanties sont elles aussi multiples : les plus pauvres gagent leur force de travail, certains gagent leurs biens (leur terres, leurs bijoux), mais pour beaucoup c'est avant tout une relation de confiance et de proximité qui garantit le respect des engagements. Malgré plusieurs tentatives visant à lutter contre ce type d'endettement, supposé incompatible avec le « développement » (aux coopératives villageoises des années 1960 ont succédé les expériences de microfinance depuis les années 2000), les pratiques informelles continuent de témoigner d'un dynamisme remarquable. Certaines se rapprochent de l'usure et donnent lieu à des formes de domination, mais l'exploitation financière est loin d'être une règle. Nombre de ces pratiques informelles ont des avantages indéniables (facilité d'accès, souplesse, flexibilité, anonymat, etc.) tout en s'inscrivant dans un tissu de relations sociales qu'elles actualisent et qu'elles

reproduisent, si bien que toute tentative d'abolition demeure vaine.

Isabelle Guérin

➔ *microfinance, ouvriers agricoles, travail asservi*

Développement

L'Inde fut une référence parmi les pays du « Tiers Monde » ; les modes de développement qu'elle a prônés et mis en place ont constitué des modèles, tant théoriques que pratiques. Le choix du développement auto-centré, à partir de 1947, visait une forme particulière d'indépendance nationale passant par la croissance accélérée, et une forme particulière de justice sociale compensatoire, redistributive et mise en œuvre par l'État.

La thématique du développement a pris son essor dans les années 1950-1960. Elle a en Inde une véritable histoire : politiques de substitution aux importations, planification avec ses instruments statistiques et institutionnels, nationalisations visant l'accumulation accélérée, secteur public structurant, priorité donnée aux infrastructures et à l'industrie lourde, volonté politique enfin de réduction des inégalités socio-économiques et des structures « féodales » (réforme agraire, subventions aux intrants et à la consommation, législation du travail, etc.).

Au niveau mondial, les travaux fondateurs d'économie du développement (tels ceux d'Arthur Lewis, dès 1954), prennent pour exemples favoris l'Inde et l'Égypte : leurs théories du développement des pays à surplus de main-d'œuvre rurale « illimitée » y trouvent l'illustration des « états initiaux » qu'ils décrivent. De plus, ces pays possèdent un appareil statistique permettant de tester la théorie. La définition et mise en œuvre de la planification s'effectueront en Inde avec la création de la *Central Statistical Organisation* (1951) et de la Commission de la planification, sous l'impulsion de P.C. Mahalanobis.

Si ce modèle a trouvé par la suite ses limites (début de pénurie de type socialiste dans les infrastructures, obsolescence de l'appareil industriel par limitation des importations de biens d'équipement), la période 1947-1980 a pré-

paré la suivante, celle d'une Inde qui regagne aujourd'hui sa place dans le monde. Depuis, l'industrie s'est modernisée et les services ont connu une forte croissance. L'Inde dispose aujourd'hui des atouts d'un pays à bas coûts et en dynamique de rattrapage technologique, qui permettent à nombre de ses entreprises de se positionner dans l'économie mondiale.

Bien que la pauvreté recule, les contradictions demeurent évidentes. La question clé est de savoir dans quelle mesure les réformes économiques vont permettre à l'ensemble de la population et du territoire de rejoindre ce mouvement. C'est à cette condition que le rattrapage macroéconomique de l'Inde sera durable, que sa croissance sera soutenable, et que son modèle de société sera équilibré. Car en parallèle de la modernisation économique se joue une modernisation politique et sociale, autour de la cohésion rurale-urbaine.

L'Inde est devenue beaucoup moins dépendante des moussons (même si celles-ci affectent toujours la demande rurale), preuve du succès des politiques développementalistes. Mais le taux d'épargne et d'investissement a eu beau doubler de 1951 à 1980 pour atteindre quelque 20 % du PIB, la croissance annuelle moyenne restait bon an mal an à 3,5 % : un chiffre proche de la moyenne mondiale de l'époque mais qui, une fois tenu compte de la démographie, signifie un trop faible 1 % par habitant – ce que l'économiste Raj Krishna baptisa le *Hindu Rate of Growth*.

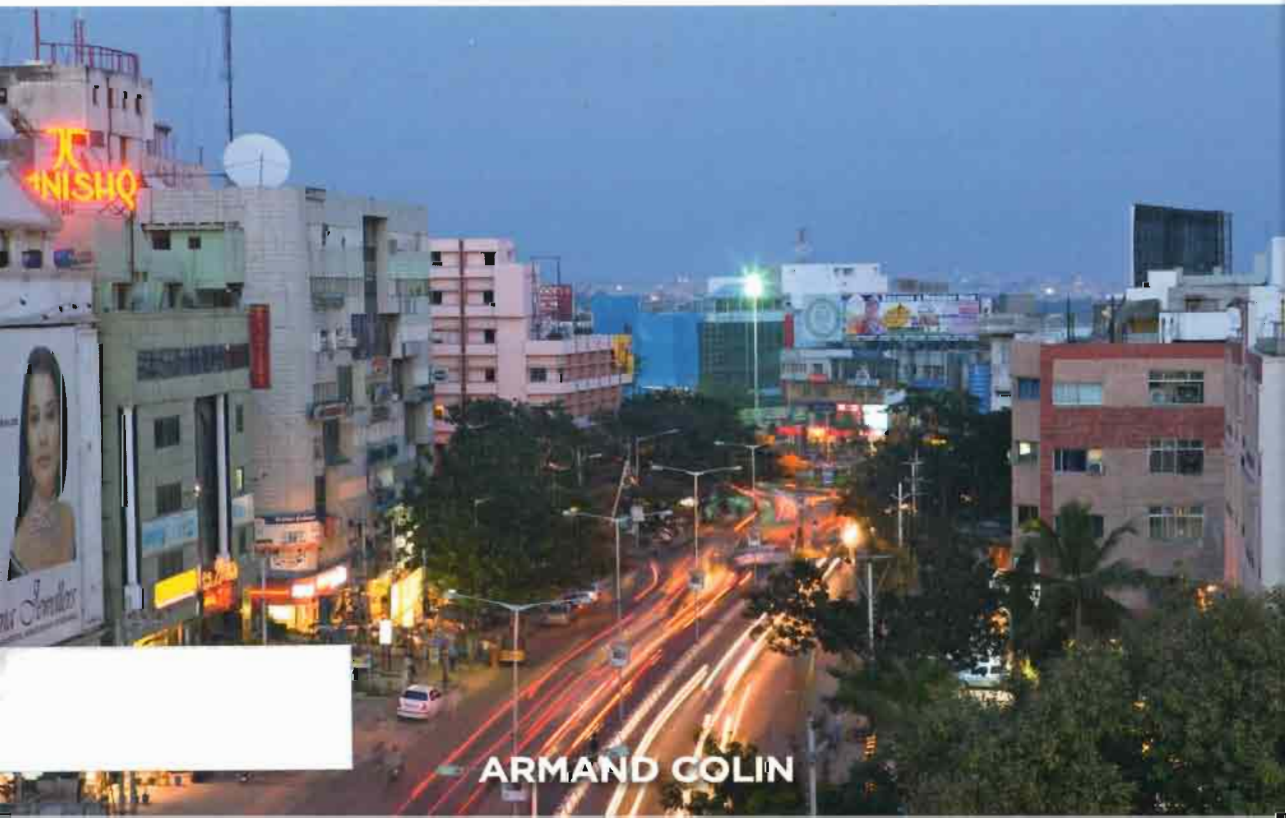
Dans les années 1980, la stratégie de développement est mise en question par de hauts fonctionnaires et quelques économistes. L'accélération de la croissance, avec la montée des biens semi-durables, se poursuit une fois mises en place les « réformes » de la décennie 1990, grâce à la demande interne sur les biens de consommation courante et au fin réglage de la politique douanière : l'industrie privée, grande comme petite, va capitaliser sur le matelas de demande de la classe moyenne ; les acteurs du développement changent.

Le creusement des écarts politiques, économiques, sociaux ne paraît pas devoir s'estomper à brève échéance. Mais l'État-nation s'est



Sous la direction de
Frédéric Landy

DICTIONNAIRE DE L'INDE CONTEMPORAINE



ARMAND COLIN

Sous la direction de
Frédéric LANDY

Sous la coordination thématique de
Samuel Berthet, Frédéric Landy, Isabelle Milbert,
Joël Ruet, Gilles Tarabout, Max-Jean Zins

DICTIONNAIRE
de l'Inde
contemporaine


ARMAND COLIN

Maquette de couverture : Didier Thimonier

Cartographie : Aurélie Boissière

Composition : In Folio

© Armand Colin, Paris, 2010

ISBN : 978-2-200-35247-9



Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés, réservés pour tous pays. • Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (art. L. 122-4, L. 122-5 et L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle).